

<http://michelcollon.info/Centrafrrique-les-raisons-cachees.html>



Michel Collon est écrivain et journaliste indépendant. Il écrit des livres, collabore à des documentaires et a fondé le Collectif Investig'Action. Celui-ci anime le site Internet michelcollon.info Il est spécialisé dans l'analyse des stratégies

Centrafrique : les raisons cachées de l'intervention française

Olivier Ndenkop¹

14 décembre 2013

Contrairement à l'« impératif humanitaire » agité par le président François Hollande, l'« Opération Sanguiris » menée par 1 200 soldats français vise à contrer l'arrivée des Chinois et surtout à contrôler les réserves d'or, de diamant et d'uranium présentes dans le sous-sol de la Centrafrique. Un pays plus grand que la France et Belgique réunies et où Areva, Total, Bolloré, France Télécom... dictent déjà la loi, malgré les atrocités.



Après la Côte-d'Ivoire de Laurent Gbagbo, la Libye de Kadhafi et le Mali en Afrique de l'Ouest (*Opération Serval*), la France a décidé le 3 décembre dernier d'intervenir militairement en République centrafricaine (RCA), un pays situé justement au centre de l'Afrique. François Hollande et ses officiers ont attribué le nom d'un papillon aux ailes rouge sang à cette opération militaire : le « Sanguiris ». Cette « *Opération Sanguiris* » est entrée dans sa phase opérationnelle le 8 décembre, date à laquelle 800 soldats sortis des casernes hexagonales 72 heures avant, ont rejoint leurs

¹ **Olivier Ndenkop** est camerounais, mais c'est tout ce que j'ai trouvé sur lui. Je mets tout de même ce document, sachant que c'est un document « militant », et qu'il faut faire la différence entre « interprétation » ou « présentation » des événements et événements ou information « en soi ». J'ai laissé l'orthographe « Sanguiris » (au lieu de Sangaris)... Attention, ce n'est pas parce qu'une information est juste qu'elle est pertinente dans une analyse.

collègues à Bangui, capitale de la RCA. Ce ralliement porte à 1 600 le nombre de militaires français dans ce pays étendu sur 622 980 km² et peuplé de cinq millions d'âmes damnées par un demi-siècle de guerre et de misère tous azimuts. Avant l' « *Opération Sanguiris* », l'armée française disposait déjà des troupes suréquipées en Centrafrique. Elles sont stationnées à l'aéroport de *Bangui-Mpoko*.

Officiellement, l' « *Opération Sanguiris* » est la réponse à une « *situation catastrophique* ». Une réaction « *humanitaire* », pour sauver « *un peuple qui souffre et nous appelle* », a déclaré François Hollande le 6 décembre lors du Sommet Afrique-France qui se tenait à l'Élysée. « *Les Français doivent être fiers d'intervenir quelque part sans intérêts* », a ajouté le « *socialiste* » Hollande. Le même jour et au même endroit, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), s'était joint au président français au grand cœur pour saluer la décision ainsi prise par le successeur de Nicolas Sarkozy. Ban Ki Moon avait personnellement fait le déplacement de Paris pour participer à la grand'messe franco-africaine organisée et présidée par M. Hollande avec pour thème officiel : « *Paix et sécurité en Afrique* ». Avant Ban Ki Moon, d'autres fonctionnaires de l'ONU comme Navi Pillay et Jan Eliasson avaient, à tour de rôle, agité le spectre d'un « *conflit ethnique et religieux* » qui « *paralyse la Centrafrique* ». Finalement, l'ONU a voté la résolution 2127 qui autorise une intervention militaire africaine avec l'appui des forces françaises. Quelle suite logique !

La France n'a pas d'intérêts en République centrafricaine : Vrai ou faux ?

Ce serait un non-sens que la France qui n'a pas une longue tradition de philanthropie intervienne en Centrafrique tout simplement pour « *sauver un peuple qui souffre et nous appelle* ». D'autant plus que les souffrances des Centrafricains ne datent pas de 2013 ! Ce peuple souffre depuis 1960 des turpitudes de ses six présidents successifs : David Dacko, Bokassa Ier, André Kolingba, Ange F. Patassé, François Bozizé, Michel Djotodia. Tous sont arrivés au pouvoir après un coup d'Etat. Et la main de la France, puissance colonisatrice a toujours été perçue ou annoncée derrière ces différents putschs.

La France a des intérêts en Centrafrique. Aujourd'hui, elle contrôle l'économie centrafricaine ou ce qui en tient lieu. Bolloré y a la main mise sur la logistique et le transport fluvial. Castel règne en maître dans le marché de la boisson et du sucre. CFAO y contrôle le commerce des voitures. Depuis 2007, France Telecom est entrée dans la danse. AREVA est présente en RCA même si, officiellement, le géant du nucléaire n'est encore qu'à la phase de l'exploration. Total y renforce son hégémonie dans le stockage et la commercialisation du pétrole, mais doit composer avec Tradex, une société camerounaise spécialisée dans le trading des produits pétroliers. Depuis l'arrivée de Michel Djotodia au pouvoir en mars 2013, un ballet d'hommes d'affaires et de lobbyistes français s'observe à Bangui. Jean-Christophe Mitterrand, Richard Attias, Claude Guéant, Laurent Foucher... s'illustrent par un activisme affairiste en Centrafrique, révèle régulièrement la presse. Et ce n'est pas nouveau.

Lorsque la France installe un nouveau chef à la tête de la Centrafrique, de nouveaux liens d'affaires naissent et se consolident en violation des lois et parfois de l'éthique. Au tournant de la décennie 70 par exemple, une scabreuse affaire, révélée par un journal français, *Le Canard enchaîné* a présenté aux yeux du monde le type de relations qui existe entre certains présidents français et ces nouveaux dictateurs qu'ils placent à la tête des néo-colonies.

En effet, lâché par la France à qui il avait abandonné l'exploitation de son pays sans se soucier des intérêts de la population, Bokassa Ier (il s'est fait introniser comme empereur pendant son mandat) avait révélé les plaquettes de diamant qu'il offrait en cadeau à son homologue français. Le 10 octobre 1979, l'hebdomadaire satirique *Le Canard enchaîné* porta cette « *Affaire* » sur la place publique. La classe politique s'en était saisie. L'affaire porta un sérieux coup à la carrière politique du président. Eclaboussé, Giscard d'Estaing fut battu aux élections de 1981 par le « *socialiste* » François Mitterrand... Autant dire que ce n'est pas en Centrafrique que la France ira faire des leçons de morale !

A la recherche du paradis perdu

Derrière ses multiples « Opérations » guerrières, la France tente bon an mal an de reprendre ses positions économiques en Afrique. Le 4 décembre, alors que les troupes françaises prenaient la direction de Bangui, Pierre Moscovici présidait un forum économique franco-africain à Bercy. Le ministère français de l'Economie avait réuni 560 entrepreneurs français et africains, des ministres et des chefs d'Etat pour tenter de sauver la place de la France en Afrique. Séance tenante, Hubert Védrine, ancien ministre français des relations extérieures, a donné une sorte de bouée de sauvetage au ministre Moscovici à la recherche des quatre points cardinaux ! Il s'agit d'un rapport intitulé : *Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France*. Dès le premier point, le Rapport Védrine propose de réviser « *la politique française de visas économiques afin de faciliter la circulation des acteurs économiques entre la France et l'Afrique* ». Ce qui est déjà une véritable révolution. Jusqu'ici, les entrepreneurs africains qui sollicitaient un visa pour la France étaient soumis aux mêmes conditions draconiennes qu'un adolescent désireux d'aller poursuivre ses études en Hexagone. Comme si un Africain capitaine d'industries prospères dans son pays représentait un risque migratoire pour l'Europe ! Les temps ont changé. Et pour « *renforcer l'influence de la France en Afrique* » (15^{ème} proposition du Rapport Védrine), les autorités françaises font donc des concessions. Comment pouvait-il en être autrement ? « *En dix ans, la France a perdu la moitié de ses parts de marché en Afrique subsaharienne* », a reconnu Pierre Moscovici.

Face aux 26 chefs d'Etat qui ont pris part au Sommet de l'Elysée, le président français a multiplié les opérations de charme. Il a annoncé la mise en place d'un fonds d'investissement de 20 milliards. L'hôte des présidents africains a aussi pris l'engagement d'affecter un milliard d'euros à l'Agence française de développement (AFD) pour le soutien du Green business, de l'innovation et des nouvelles technologies en faveur de l'Afrique. En s'inscrivant dans la logique de son ministre des Finances qui a enfin avoué que « *l'Afrique est une chance pour la France* », M. Hollande veut ainsi reconquérir le cœur des Africains aujourd'hui plus attentifs vis-à-vis de Pékin et de New Delhi. Last but not least, le président français a annoncé la création d'une fondation franco-africaine au sein de laquelle les investisseurs privés français et africains joindront leurs ressources pour plus de valeur ajoutée. Il a fallu trois siècles pour que la France y songe !

La Chine, vraie menace pour l'Elysée

L'Empire du Milieu est inévitablement cité dans le Rapport Védrine comme le principal responsable du recul de la France dans les échanges avec l'Afrique. Ce qui est vrai. En République centrafricaine, la Chine a fait une entrée fracassante dans le secteur du pétrole. Au grand dam de Paris et de son relais néocolonialiste dans la sous-région : Idriss Deby.

En effet, arrivé au pouvoir par coup d'Etat en 2003 avec l'aide manifeste de Paris et de N'Djamena, François Bozizé qui a eu le temps de se faire élire en 2005 n'a pas résisté aux propositions de la Chine qui multiplie les aides, accroît ses investissements sur le continent avec moins de conditionnalités. Ce qui tranche avec l'arrogance et le paternalisme des « partenaires traditionnels » de l'Afrique.

« J'ai été renversé à cause du pétrole »

Les résultats de ce rapprochement avec l'Empire du Milieu ne se sont pas fait attendre. En 2008, la Chine a accordé à la RCA des aides et un prêt pour un montant global de 3,25 milliards de francs CFA soit 4,4 millions d'euros. L'enveloppe a permis de construire des écoles et hôpitaux dans cet océan de précarité qu'est la Centrafrique. Quelques mois après, le président Bozizé s'est rendu en Asie où il a été reçu le 10 septembre 2009 au Palais du peuple par Hu Jintao, alors président de la République populaire de Chine. Ce qui ne saurait rassurer ni Paris, ni N'Djamena. D'autant plus que tout ne s'est pas limité à la poignée de main entre le président centrafricain et son homologue chinois.

Dans les faits, le rapprochement entre Bozizé et Hu Jintao a permis à la Compagnie chinoise CNPC de reprendre le permis de recherche, développement et exploitation du pétrole de Boromata, dans le Nord-est de la Centrafrique. Il n'est pas inutile de rappeler que pour ce gisement, Ange Félix Patassé, le prédécesseur de Bozizé, avait accordé un permis similaire au pétrolier étasunien Grynberg RSM. L'industriel de Denver, invoquant l'insécurité, n'a pas pu conduire les recherches et le permis a expiré en 2004. La cession du sésame aux Chinois pouvait-elle plaire à ceux qui ont permis à François Bozizé d'accéder au pouvoir ? Fraichement déchu de ses fonctions en mars 2013, le désormais ex-président Bozizé a affirmé sur les ondes de Radio France International (RFI) que « *j'ai été renversé à cause du pétrole* ». Sans plus de détails. Trois (27 décembre 2012) mois avant, le président François Bozizé avait prononcé un discours dans lequel il affirmait clairement que ce qui se cachait derrière la crise qui secouait alors son pays n'était rien d'autre que l'opposition française émise plus tôt contre l'octroi des contrats d'exploration de pétrole aux Chinois. « *J'ai donné le pétrole aux Chinois et c'est devenu un problème* », martelait Bozizé, acculé par les rebelles.

Les manœuvres de Washington

Le fait que le président Bozizé ait pris l'habitude de s'afficher avec les dirigeants chinois a aussi provoqué la colère de Washington. Et les câbles diplomatiques à ce sujet le démontrent à suffisance.

Le 17 juin 2009, l'ambassadeur étasunien Frederick Cook en RCA avait envoyé un câble à Washington dans lequel il affirmait que les « *relations France-RCA sérieusement sous tension. [...] Bozizé semble croire avoir réussi à être le moindre mal dans le paysage politique de la RCA. Il s'imagine donc être indispensable pour ses voisins et les Français, une supposition que l'ambassade américaine (« AmEmbassy ») à Bangui croit être une erreur grossière* », écrivait alors le diplomate étasunien.

Une autre dépêche envoyée cinq mois plus tard avait valeur d'alerte : « *L'influence chinoise grandissante en RCA est évidente* ». Le câble précisait dans quelle mesure tant les intérêts américains que français étaient en train de céder du terrain à Beijing qui ne cessait d'« *accroître sa coopération militaire, sa diplomatie publique et ses efforts de développement* ». L'ambassadeur soulignait pour s'en inquiéter que contrairement aux quatre agents diplomatiques résidant à l'ambassade américaine de Bangui, l'ambassade chinoise comptait une quarantaine d'employés. Frederick Cook ajoutait qu'environ 40 officiers de l'armée de la RCA étaient formés tous les ans en Chine, contre les deux ou trois officiers qui allaient aux Etats-Unis et les 10 à 15 en France. Et pour ne pas arranger les choses, Bozizé a confié la réserve pétrolière de Boromata aux Chinois, au détriment de la France et de son allié, les USA. Etant donné que ces deux puissances ont érigé le pétrole au rang des divinités, Bozizé se savait désormais sur un fauteuil éjectable. On l'a effectivement éjecté le 24 mars 2013.

La France fait semblant de combattre pour renforcer son influence en RCA

Rappelez-vous. Le jeudi 21 novembre 2013 lors de la remise du prix de la Fondation Chirac pour la prévention des conflits au docteur congolais Denis Mukwege et à Femmes Africa Solidarité François Hollande avait indiqué qu'« *Il se produit en Centrafrique des actes abominables. Un chaos, des exactions extraordinairement graves* ». Face à l'urgence et aux 400 000 personnes déplacées en Centrafrique, « *nous devons agir* », a ajouté le président français. Le même jour, cette fois là sur France 2, son ministre des Affaires étrangères a ajouté : « *Le pays est au bord du génocide* ». 48 heures avant, devant une commission du Congrès, le directeur du bureau Afrique du département d'État, Robert Jackson, avait évoqué « *une situation pré-génocidaire* » en Centrafrique. On le voit, le scénario est le même. Le président Français annonce la crise. Un membre de son gouvernement saute aux antennes pour décrire la catastrophe à venir. Une voix « *extérieure* », de préférence étasunienne ou onusienne vient accréditer la thèse alarmiste en insistant sur la violation des droits de l'homme. L'opinion internationale soumise à un matraquage médiatique et donc psychologique intense salue l'envoi des troupes sur le terrain. Car, une résolution a bel et bien été

prise par le Conseil de sécurité de l'ONU le 5 décembre 2013 pour autoriser les troupes françaises à agir en appui aux forces africaines de la Misca.

Ce dont la Séléka est le nom

En Centrafrique, les populations sont victimes, en partie des exactions des éléments de la *Séléka* (coalition en *sango*, langue nationale). Mais qui compose cette fameuse Séléka ? La Séléka est une coalition de factions rebelles dissidentes issues de plusieurs mouvements politico-militaires. On y retrouve la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP), l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC). Au plus fort de la contestation du pouvoir de M. Bozizé, deux autres groupes armés ont vu le jour ou ont dévoilé leur visage au grand jour et ont rejoint la Séléka. Il s'agit de la Convention patriotique du salut du *kodro* (*kodro* signifie pays, en *sango*), et de l'Alliance pour la renaissance et la refondation (A2R). Sans oublier les hordes venues du Tchad et du Soudan.

Tous ces groupes composites ont donc fait une « alliance » de circonstance pour atteindre un objectif précis : renverser le président Bozizé. Mission accomplie en mars 2013. Or, il n'y avait qu'un seul fauteuil présidentiel à prendre et à pourvoir. Il a finalement été occupé par Michel Djotodia. L'ancien fonctionnaire du ministère du Plan qui a goûté à la prison sous Bozizé détenait le gros des troupes. Les hordes tchado-soudanaises obéissaient à son commandement. N'a-t-il pas été présenté par la presse sans démenti comme le meilleur interlocuteur de la France et du Tchad qui voulaient en découdre avec Bozizé l'« insoumis » ? Aussitôt installé au Palais de Bangui, Michel Djotodia a pris un décret pour dissoudre la Séléka et annoncer le « *recasement et le cantonnement* ».

Ne se reconnaissant pas tous en lui, plusieurs éléments issus des autres groupes armés n'ont pas respecté les ordres d'un chef qui, dans tous les cas n'est pas le leur. Dans la Séléka, le « contingent » de loubards tchadiens et soudanais s'est lui aussi trouvé face à un dilemme. Ils ont été utilisés pour installer Djotodia au pouvoir. Celui-ci annonce le « *recasement et cantonnement* » et l'intégration dans les Forces armées centrafricaines (FACA). Or, n'étant pas Centrafricains, que vont-ils devenir ? Le nouveau président ne semble pas avoir pleinement satisfait ses alliés d'hier sur cette question.

Les incompréhensions entre les différents groupes rebelles d'une part, et entre certains chefs et leurs éléments d'autre part, débouchent sur des atrocités généralisées dans le pays. Pillage, viol et assassinats en série deviennent l'activité quotidienne de ces hommes à qui on a enseigné la brutalité et la tuerie ! La chaîne de commandement étant brisée et plusieurs promesses mirobolantes n'ayant pas été tenues, personne ne contrôle plus rien. Le pays se retrouve dans la même situation d'« *ingouvernabilité* » que la Libye envahie par les djihadistes, après l'assassinat du Guide Mouammar Kadhafi par les troupes de l'OTAN avec la France de Sarkozy et de Bernard Henri Levy en tête. La situation centrafricaine rappelle étrangement celle qui a prévalu à Abidjan après le renversement de Laurent Gbagbo par les rebelles pro-Ouattara soutenus par la France. En effet, après la chute de l'ancien chef d'Etat de Côte-d'Ivoire, les éléments des « Forces nouvelles » (rébellion dirigée alors par Guillaume Soro, actuel président de l'Assemblée nationale) ont été floués. L'argent et les autres avantages qui leur avaient été promis pendant le combat contre le régime de Gbagbo n'ont pas été livrés. Ouattara est devenu président de la République. En représailles, ces « Forces nouvelles » ont pillé la capitale ivoirienne. Non sans tuer et torturer certains commerçants innocents.

En Centrafrique, à la violence des éléments de la Séléka (essentiellement musulmans), les « *Anti balaka* » répondent aussi par la violence. Le deuxième groupe est constitué d'éléments essentiellement chrétiens et sont présentés comme les pro-Bozizé. Ce dernier était leader d'une église chrétienne. La presse occidentale s'appuie sur ce fait qui pour agiter mensongèrement le spectre d'un « conflit interreligieux » voire d'un « génocide » en Centrafrique.

Face à cette situation chaotique, l'agitation n'est-elle pas toujours fonction des intérêts à protéger ou à conquérir ? Toujours est-il qu'en Centrafrique, la France a très vite pris les devants dès que la situation sur le terrain est devenue incontrôlable. Alors que la Mission militaire africaine Misca, commandée par le général camerounais Tumenta avait déjà déployé 2500 soldats, la France a jugé nécessaire de convaincre le Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter une résolution qui lui permet d'y envoyer ses troupes tricolores. En vérité, les troupes françaises ont précédé la Résolution 2127. Celle-ci a été adoptée le 5 décembre. Pourtant, les troupes avaient déjà quitté la France et étaient stationnées à Douala au Cameroun, voisin de la RCA.

Mais avait-on besoin de tant de militaires hyper équipés pour vaincre quelques loubards armés de machettes et d'armes résiduelles ? Les Forces armées centrafricaines ou ce qui en reste et la Misca sont-elles incapables de vaincre ces affamés ? Bien plus, nous sommes là dans une guerre asymétrique, avec un ennemi qui n'a pas d'uniforme identifiable à priori. Ne connaissant pas le terrain, ni la composition sociologique du pays (certains arrivent en Afrique pour la première fois d'après leurs déclarations à RFI), contre qui vont se battre les soldats tricolores ? La quinzième proposition du Rapport Védrine évoqué plus haut peut permettre de répondre à ces interrogations. Il est question de « *Renforcer l'influence de la France en Afrique* », y a conseillé l'ancien ministre des relations extérieures de François Mitterrand.

« *L'Afrique est une chance pour la France* », reconnaît le ministre des Finances français

Comme la plupart des pays occidentaux, la France est encore ravagée par les contrecoups de la crise qui a secoué l'économie mondiale à partir de 2007. Arrivée au pouvoir à cette période agitée, surpris par la percée des nouveaux acteurs comme la Chine, l'Inde, et le Brésil, Nicolas Sarkozy a renfilé le manteau colonial. Et au lieu de la « Rupture » annoncée par le candidat Nicolas, l'Afrique a eu droit à une « Continuité » accélérée par le président Sarkozy, ami zélé des hommes d'affaires de la trempe de Charles Pasqua, Vincent Bolloré... Le libéral Sarkozy a bombardé la Côte-d'Ivoire et la Libye. Mais rien n'y a fait. La France, au bout de ses cinq ans de mandat, n'a pas pu reprendre sa place de premier partenaire économique en Afrique francophone, malgré le sang versé !

Le « socialiste » François Hollande qui n'avait pas fait de l'Afrique une priorité pour son mandat semble avoir oublié toutes les autres parties du monde - la France comprise - pour se tourner vers l'Afrique. Comme le commandant d'un bateau atteint par les eaux, il multiplie ses visites en Afrique. Après les obsèques de Nelson Mandela auxquelles il prenait part le mardi 10 décembre, François Hollande s'est rendu sur le théâtre de guerre en Centrafrique pour galvaniser « ses » soldats qui ont déjà perdu deux frères d'arme après seulement une semaine d'action !